



L'Europe et le système international. L'exemple de la concurrence énergétique entre l'UE et la Russie

Sous la responsabilité de Zaki Laïdi

Septembre 2009

Ce projet porte sur la concurrence énergétique entre l'Union européenne (UE) et la Russie. Il s'inscrit dans le cadre du programme de recherche du Centre d'études européennes intitulé « *L'Europe et le système international* ». Il vise à comprendre les contraintes géopolitiques qui pèsent sur l'acteur européen défini comme un acteur normatif du système international. A cheval entre les relations internationales et la politique européenne, cette recherche mobilise les ressources du « constructivisme tempéré », pour lequel il n'existe pas de contradiction entre rationalisme et constructivisme. Elle précise et affine les concepts de « politique énergétique européenne », de « sécurité énergétique » ou de « dépendance énergétique », contribuant ainsi à la recherche sur l'action extérieure de l'Union européenne

Problématique

La ressource politique majeure de l'UE réside dans « *sa capacité à produire et mettre en place à l'échelle du monde un dispositif aussi large que possible de normes capables d'organiser le monde, de discipliner le jeu des acteurs, d'introduire de la prévisibilité dans leurs comportements, de développer chez eux le sens de la responsabilité collective, d'offrir à ceux qui s'engagent sur cette voie, et notamment les plus faibles, la possibilité au moins partielle de rendre ces normes opposables à tous, y compris aux plus puissants du monde* »¹. Même si elle cherche à s'extraire des contraintes géopolitiques, l'UE n'a pas toujours le choix. Elle peut ne pas être en mesure de déployer sa puissance normative, soit en raison d'un manque d'unité interne, soit parce que le problème posé peut difficilement être régulé, soit parce que les partenaires n'acceptent pas les règles européennes, soit encore en raison d'une combinaison de plusieurs de ces facteurs.

Enjeux

L'UE est devenue le plus grand importateur au monde d'énergie. Cette dépendance vis-à-vis de l'étranger s'accroît avec le temps, ce qui pose la question de la sécurité de ses approvisionnements. En d'autres termes, *comment les acteurs européens se confrontent-ils à des contraintes géopolitiques en matière énergétique, domaine dans lesquels ses préférences normatives se trouvent en contradiction avec les conceptions et les pratiques d'autres acteurs ? Comment les multiples acteurs européens eux-mêmes jouent-ils dans cet environnement complexe, entre volonté de « parler d'une seule voix » et maquignonnage géopolitique ?*

La volonté de parler d'une seule voix ne revient pas à concevoir une politique *unique*, mais elle se propose plutôt de coordonner les politiques nationales à partir de principes communs, comme obtenir un meilleur fonctionnement des marchés de l'énergie, et s'assurer d'une diversification des sources d'approvisionnement. Il faut observer également que la nature des relations entre Bruxelles et Moscou a évolué depuis les années 1990 en fonction des changements

¹ Zaki Laïdi, *La norme sans la force*, Paris, SciencesPo Les Presses, 2008, 2^e édition refondue et enrichie, p.63.

internes en Russie et dans l'UE. Depuis quelques années, la Russie entend renforcer la puissance publique au détriment de solides acteurs privés et valoriser la ressource énergétique comme atout stratégique. De son côté, la Commission a longtemps joué un rôle limité en la matière, du fait de l'attachement des Etats membres à leur souveraineté énergétique, du faible cours des matières premières dans les années 1990 et de la perception d'une interdépendance euro-russe. Les approches nationales au sein de l'UE restent fortes et très disparates, mais ces divisions peuvent exister aussi à l'intérieur des Etats, entre la puissance publique et les grandes entreprises, ou entre les différentes bureaucraties en charge des questions énergétiques.

L'illustration de ces tendances peut être observée à travers deux projets de gazoducs, *Nabucco* et *South Stream*, dont l'objectif consiste à apporter des ressources gazières centre-asiatiques vers les marchés européens. Le premier a pour fonction de réduire la dépendance énergétique de Bruxelles vis-à-vis de Moscou. Le second, d'infléchir la stratégie européenne jusque là limitée à l'exportation de ses préférences régulatrices. Ce projet est vu tantôt comme complémentaire tantôt comme contradictoire avec le projet russo-italien *South Stream*, qui doit relier la côte russe de la Mer Noire au marché européen, et contractualiser les rapports euro-russes, sur la base d'une dépendance réciproque entre producteur russe et consommateurs européens.

Assistants de recherche en charge du projet : Adina Crisan et Florent Parmentier

Voir également : Adina Crisan, Florent Parmentier, « Energie : la concurrence Europe – Russie », *telos*, 2 octobre 2009

http://www.telos-eu.com/fr/article/energie_la_concurrence_europe_russie

Repris par *Euractiv*.